

Politiques d'éducation et de formation

En finir avec l'échec scolaire

DIX MESURES POUR UNE ÉDUCATION ÉQUITABLE

by

Simon Field

Malgorzata Kuczera

Beatriz Pont

**SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS
AUX POUVOIRS PUBLICS**



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS AUX POUVOIRS PUBLICS

RECOMMANDATIONS POUR UNE ÉDUCATION ÉQUITABLE

Ce rapport fait valoir que les systèmes éducatifs doivent conjuguer égalité des chances et inclusion *dans leur conception, leurs pratiques et leurs ressources*. Il propose dix mesures – grandes recommandations pour l'action publique – qui réduiraient l'échec et le décrochage scolaires, rendraient la société plus juste et éviteraient les importants coûts sociaux des adultes marginalisés peu qualifiés.

Conception

1. Limiter l'orientation précoce en filières et classes de niveau et reporter la sélection par les résultats.
2. Gérer le choix de l'école afin de contenir les risques pour l'équité.
3. Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, proposer des alternatives attrayantes, éliminer les voies de garage et prévenir le décrochage scolaire.
4. Offrir une seconde chance.

Pratiques

5. Repérer ceux qui prennent du retard à l'école et leur apporter une aide systématique, et réduire les taux élevés de redoublement.
6. Renforcer les liens entre l'école et la famille pour aider les parents défavorisés à aider leurs enfants à apprendre.
7. Tenir compte de la diversité et permettre l'inclusion réussie des migrants et des minoritaires dans l'éducation ordinaire.

Ressources

8. Offrir une solide éducation à tous, en privilégiant les dispositifs pour la petite enfance et l'instruction de base.
9. Orienter les ressources vers les élèves qui en ont le plus besoin, pour que les communautés les plus pauvres aient une offre au moins équivalente à celles qui ont plus de moyens et qu'un soutien soit apporté aux établissements en difficulté.
10. Fixer des objectifs chiffrés et concrets pour davantage d'équité – en particulier en matière d'échec scolaire et de décrochage.

Ce rapport formule des recommandations de hiérarchisation des priorités dans le cadre d'un budget limité, en tenant compte des contraintes des dépenses publiques. Les coûts ou économies découlant de ces recommandations n'ont pas été estimés car ils dépendent des contextes nationaux.

Introduction

Qu'est-ce que l'équité en matière d'éducation ?

L'équité en matière d'éducation comporte deux dimensions. La première est *l'égalité des chances*, qui implique de veiller à ce que la situation personnelle et sociale – telle que le genre, le statut socioéconomique ou l'origine ethnique – ne soit pas un obstacle à la réalisation du potentiel éducatif. La seconde est *l'inclusion*, qui implique un niveau minimal d'instruction pour tous – par exemple, que chacun sache lire, écrire et compter. Ces deux dimensions sont étroitement imbriquées : vaincre l'échec scolaire aide à surmonter les effets du dénuement social qui est lui-même souvent facteur d'échec scolaire.

Pourquoi l'équité importe-t-elle ?

Les bénéfices de l'éducation sont importants. Aux États-Unis par exemple, les travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur gagnent presque deux fois plus que ceux qui n'ont aucune qualification post-obligatoire. L'éducation est associée à une meilleure santé, une vie plus longue, une parentalité réussie et la citoyenneté active. Une éducation qui donne les mêmes chances à tous et n'écarte personne est un des leviers d'équité sociale les plus puissants.

Une éducation équitable est souhaitable pour les raisons suivantes :

- L'humanisme commande de donner aux individus les moyens de développer leurs capacités et de prendre pleinement leur place dans la société. Le droit à l'éducation est reconnu, par exemple, dans la Déclaration des droits de l'enfant des Nations unies et dans la constitution de la plupart des nations.
- Les coûts sociaux et financiers à long terme de l'échec scolaire sont conséquents. Ceux qui n'ont pas les compétences pour prendre leur place dans la société et dans l'économie engendrent des coûts plus élevés en matière de santé, d'aides sociales, de protection de l'enfance et de sécurité.
- La montée en puissance des migrations pose de nouveaux défis pour la cohésion sociale de certains pays tandis que d'autres sont confrontés à des problèmes déjà anciens d'intégration des minorités. Face à ces défis, une éducation offrant l'égalité des chances et l'inclusion aux migrants et aux minorités est cruciale. L'équité dans l'éducation conforte la cohésion et la confiance sociales.

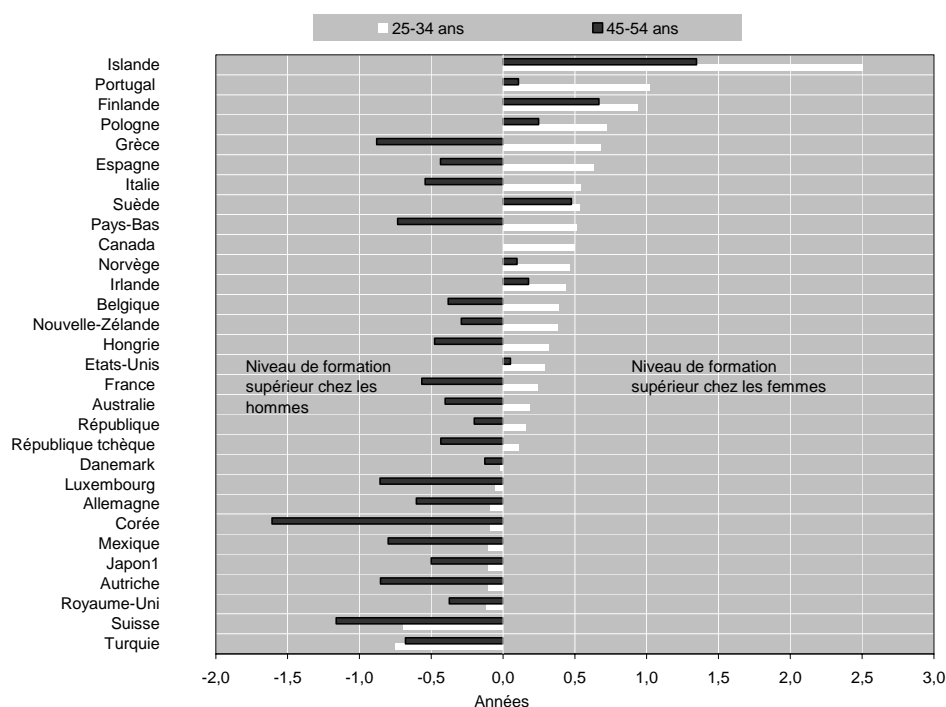
L'éducation œuvre-t-elle à l'équité ?

- L'éducation s'est considérablement développée en cinquante ans, mais les espoirs de voir cette expansion donner naissance à une société plus juste n'ont été que partiellement réalisés. La situation des femmes a remarquablement progressé (voir figure 2.2), mais la mobilité sociale n'a pas augmenté et les inégalités de revenus et de patrimoine se sont creusées dans certains pays.
- Les écarts de revenus sont plus marqués au sein des groupes les plus qualifiés qu'au sein des moins qualifiés, ce qui implique que l'élévation globale des qualifications aurait tendance à accroître les inégalités.

- Le relèvement général des qualifications a fait apparaître plus clairement la situation de ceux qui n'ont pas pu en profiter. De nombreux adultes sont sans qualifications et aujourd'hui encore, des jeunes quittent l'enseignement secondaire sans diplôme. Dans la zone OCDE, près d'un adulte sur trois (31 %) n'a suivi qu'un enseignement primaire ou du premier cycle du secondaire¹ – un réel handicap au plan de l'emploi et des perspectives individuelles.

Les femmes dépasseraient-elles les hommes ? (Figure 2.2, chapitre 2)

Écart de niveau de formation entre hommes et femmes exprimé en nombre moyen d'années de scolarité dans l'enseignement formel (2004), par tranche d'âge



Note : 1. Année de référence : 2003.

Source : OCDE (2006c), *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE, Édition 2006*, OCDE, Paris.

Où sont les problèmes majeurs ?

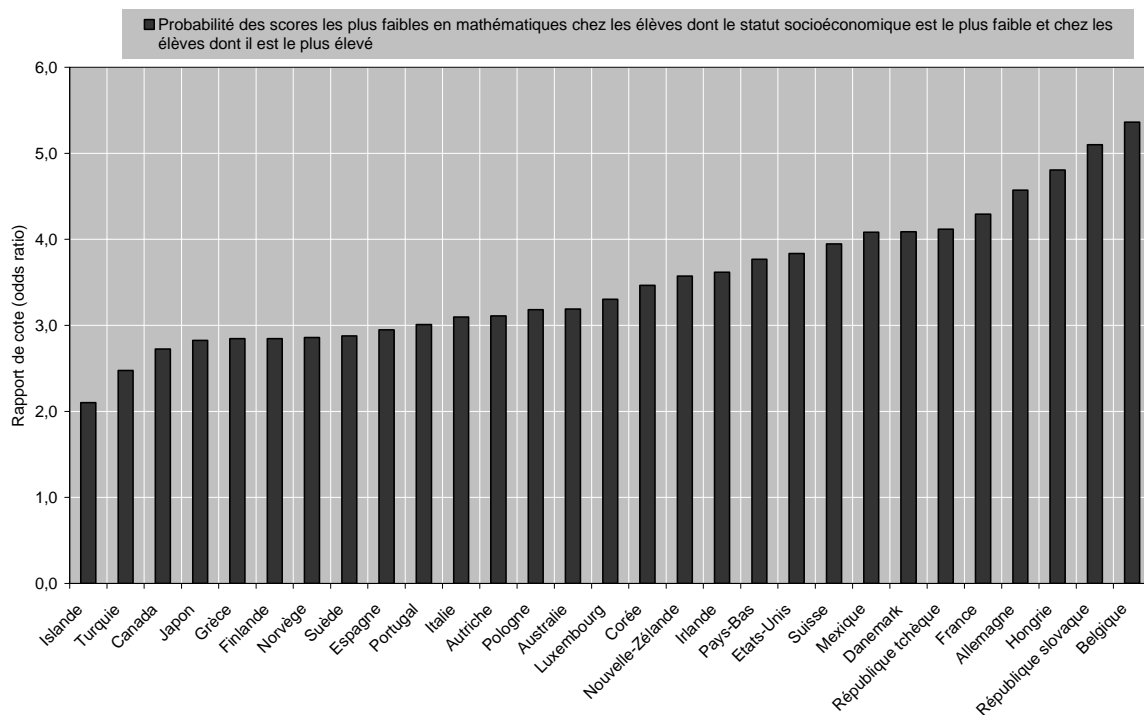
La figure 2.3 illustre le problème de l'*inégalité des chances*. Elle montre que dans la plupart des pays de l'OCDE, la probabilité d'obtenir un mauvais score en mathématiques à l'âge de 15 ans est de trois à quatre fois plus forte parmi les enfants issus de famille pauvres.

¹ 14 % n'ont atteint qu'un niveau pré-primaire ou primaire et 17 % le premier cycle du secondaire (OCDE [2005], *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE, Édition 2005*, OCDE, Paris, Indicateur A1).

Figure 2.3. Incidence du milieu social sur les performances en mathématiques

Probabilités relatives des scores les plus faibles en mathématiques (Niveau 1 et inférieur) chez les élèves dont le statut socioéconomique est le plus faible et le plus élevé (2003)

(Par exemple, au Portugal la probabilité de scores plus faibles en mathématiques d'un élève de statut socioéconomique faible est trois fois celle d'un élève de statut socioéconomique élevé.)

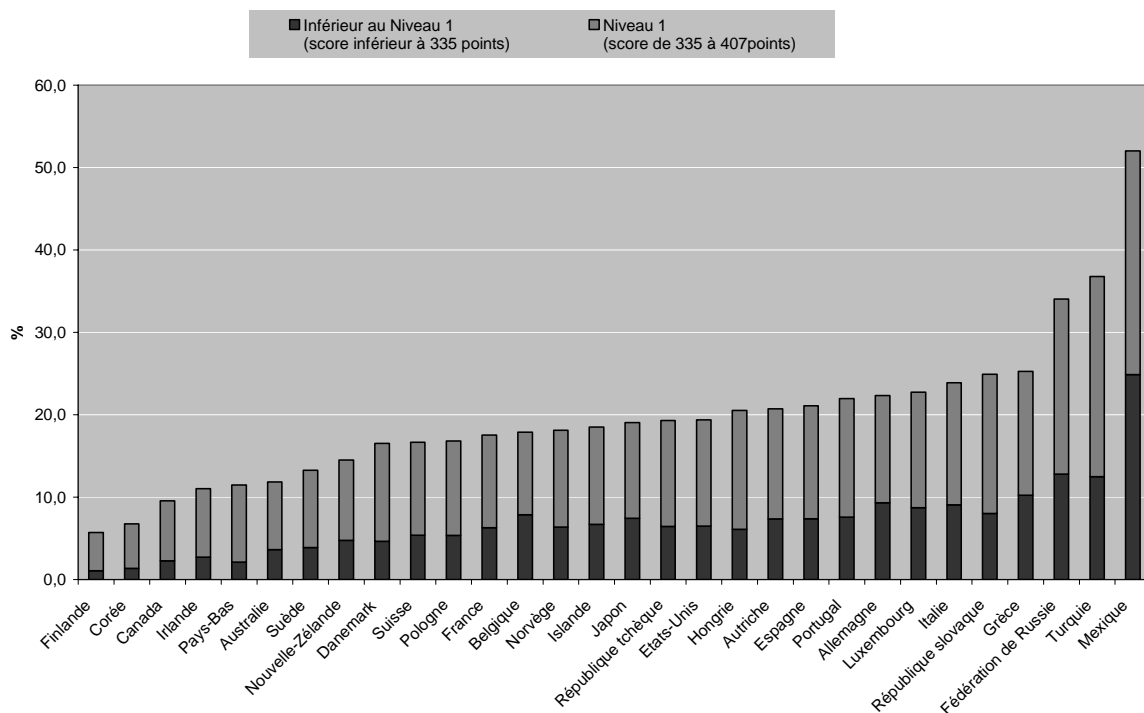


- Source : OCDE (2006c), *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE, Édition 2006*, OCDE, Paris.

La figure 2.8 illustre le problème d'un manque d'inclusion. Elle montre le pourcentage d'élèves qui ont des difficultés de lecture dans les pays de l'OCDE et de jeunes qui risquent de quitter l'école sans être armés des compétences de base nécessaires au XXI^e siècle pour faire leur chemin au travail et dans la vie. Il est significatif que cette figure révèle aussi de fortes différences d'un pays à l'autre.

Figure 2.8. Pourcentage de jeunes ayant des difficultés de lecture

Pourcentage d'élèves dont le niveau est inférieur ou égal à 1 au test de compréhension de l'écrit du PISA (2003)



Note : Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage de jeunes de 15 ans aux niveaux 2, 3, 4, 5 et 6.

Source : OCDE (2004b), *Apprendre aujourd'hui, réussir demain, Premier résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.

Les pouvoirs publics ont un triple moyen d'action pour l'équité dans l'éducation : la *conception* des systèmes éducatifs (analysée au chapitre 3), les *pratiques* scolaires et extrascolaires (chapitre 4) et les *ressources* (chapitre 5). Le chapitre 6, qui examine le cas particulier des migrants et des minorités, présente aussi des recommandations sur les pratiques. Dans ces trois domaines, nous recommandons dix mesures d'action publique pour améliorer l'équité dans l'éducation.

Mesures 1 à 4 : Conception pour une éducation conjuguant égalité des chances et inclusion (chapitre 3)

La conception des systèmes éducatifs et des parcours qu'il est possible d'y emprunter peuvent contribuer ou nuire à l'équité. Traditionnellement, les systèmes éducatifs opèrent un « tri » des élèves en différentes filières, différents établissements et classes de niveau en fonction de leurs résultats. Cette compartimentation accroît parfois les inégalités et les iniquités.

Mesure 1 : Limiter l'orientation précoce en filières et classes de niveau et reporter la sélection par les résultats

Constats

- Les systèmes d'enseignement secondaire dont les établissements sont très socialement différenciés présentent généralement de moins bons résultats en mathématiques et en compréhension de l'écrit et une plus forte dispersion des résultats en compréhension de l'écrit. Le contexte social y fait plus obstacle à la réussite scolaire que dans les systèmes où la composition sociale des différents établissements est moins hétérogène.
- La sélection sur les résultats opérée par les systèmes scolaires est associée à de fortes différences sociales entre établissements et à un effet plus marqué du statut socioéconomique sur les performances, mais aussi à une plus forte performance dans le haut de l'échelle en mathématiques et en sciences.
- Les données sur les élèves du niveau secondaire du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) comparées aux données du niveau primaire du Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS) et les données des pays qui ont mis en place le tronc commun indiquent que la filiarisation précoce s'accompagne d'une moindre équité des résultats et les affaiblit parfois.

Recommandations

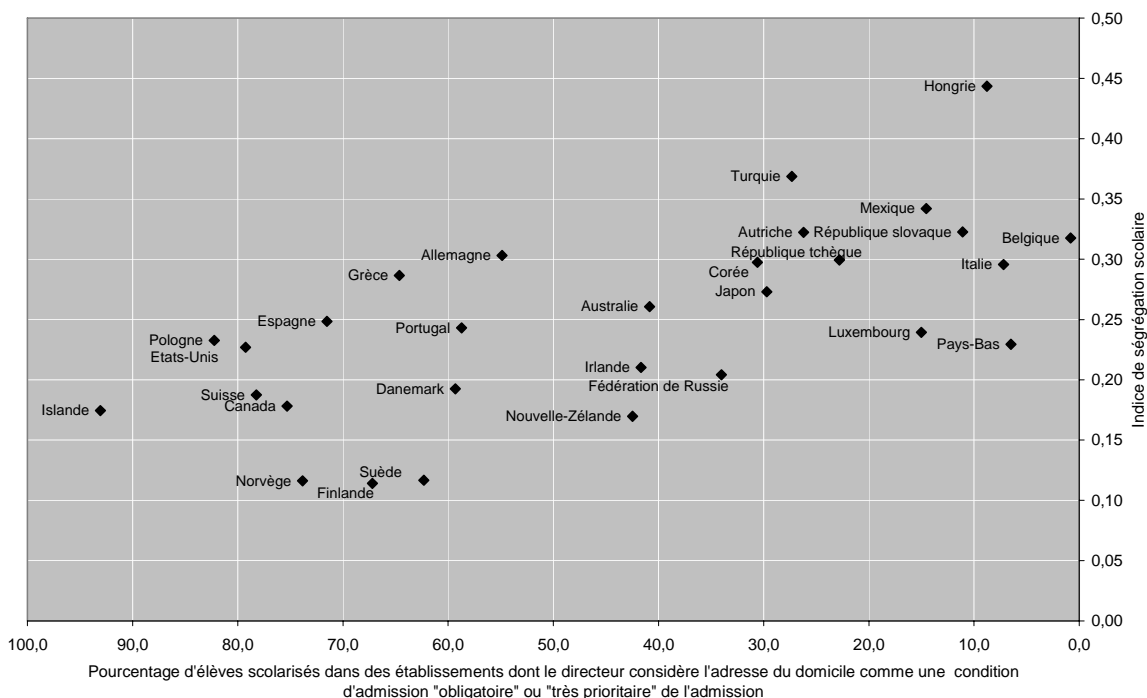
- *La filiarisation et la formation de classes de niveau précoces* doivent être justifiées par des bénéfices attestés car elles engendrent très souvent des risques pour l'équité.
- Les systèmes scolaires qui pratiquent *l'orientation précoce en filière* devraient envisager de retarder l'âge de la première orientation afin de réduire les inégalités et d'améliorer les résultats
- *La sélection par les résultats* doit être utilisée avec prudence car elle est elle aussi porteuse de risques pour l'équité.

Mesure 2 : Gérer le choix de l'école afin de contenir les risques pour l'équité

Constats

- Le choix de l'école peut engendrer des risques pour l'équité car les parents instruits peuvent faire des choix plus astucieux. Les parents aisés ont les ressources pour tirer parti du choix qui leur est offert, et la sélection par les résultats tend à accélérer la progression de ceux qui ont déjà pris un meilleur départ dans la vie grâce à leurs parents.
- À l'international, une plus grande liberté quant au choix de l'école s'accompagne de différences plus marquées dans la composition sociale des établissements (voir figure 3.3).

Figure 3.3. Le choix de l'école accentue-t-il les écarts entre établissements ? (2003)



Note : L'indice de ségrégation montre la mesure dans laquelle un pays a « trié » les enfants (âgés de 15 ans) de différents milieux sociaux entre établissements, la valeur zéro représentant un pays dans lequel la composition sociale est identique dans tous les établissements. L'indice est établi à partir de l'indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC). Voir Annexe A1 dans OCDE (2004b), *Apprendre aujourd'hui, réussir demain : Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.

Source : OCDE (2004b), *Apprendre aujourd'hui, réussir demain : Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.

Recommandations

- *Le choix de l'école engendre des risques pour l'équité* et exige une gestion prudente, en particulier pour éviter qu'il n'accroisse les différences de composition sociale des établissements.
- Si le choix de l'école est donné, les établissements dont la capacité d'accueil ne permet pas d'inscrire tous les candidats doivent pouvoir *assurer la mixité sociale* – en appliquant par exemple des méthodes de sélection par loterie. Des primes versées aux établissements qui accueillent des élèves défavorisés peuvent aussi contribuer à cet objectif.

Mesure 3 : Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, proposer des alternatives attrayantes, éliminer les voies de garage et prévenir le décrochage scolaire.

Constats

- Entre 5 % et 40 % d'élèves quittent prématurément l'école dans les pays de l'OCDE (taux mesuré par la proportion de jeunes de 20 à 24 ans qui ne sont plus dans le circuit de

formation et qui n'ont pas suivi le deuxième cycle du secondaire). Ils sont peu qualifiés et connaissent un fort taux de chômage.

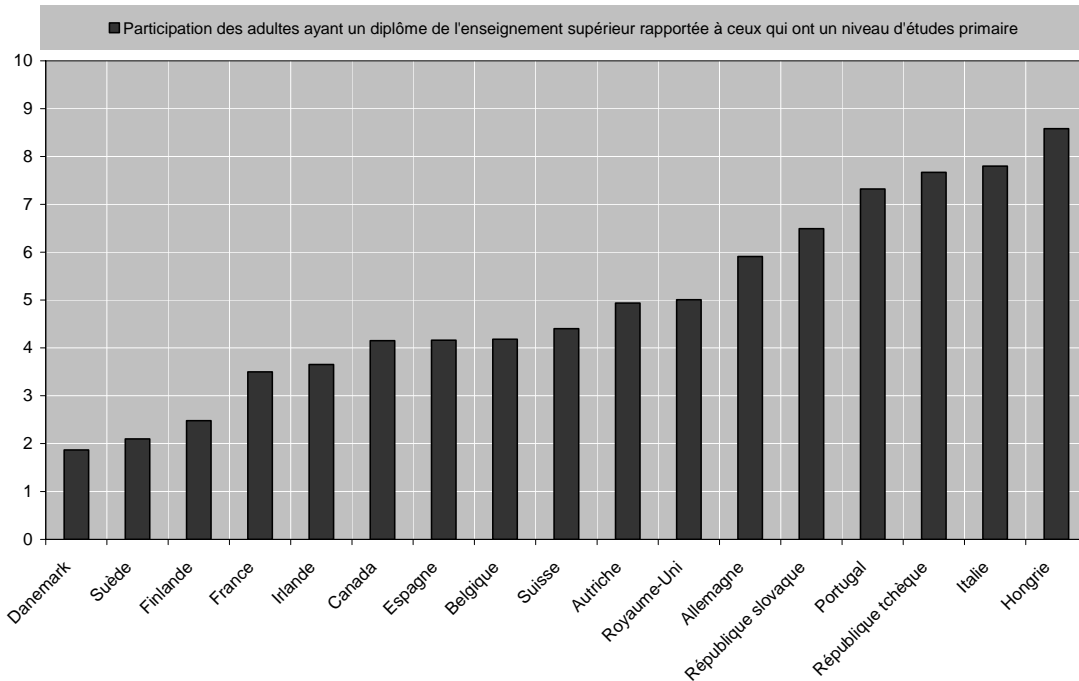
- Le décrochage scolaire découle, entre autres facteurs, d'une déception vis-à-vis de l'école, de l'absence de soutien à la maison, d'expériences d'apprentissage négatives et du redoublement.
- Le repérage précoce des élèves à risques contribue à l'amélioration des résultats et à la prévention du décrochage scolaire.
- De bons services d'orientation professionnelle et de conseil doublés de programmes plus souples et plus diversifiés (et donc attrayants) aident à réduire les taux de décrochage.

Recommandations

- *La prévention précoce* du décrochage scolaire est le meilleur remède. L'enseignement de base ne doit pas seulement soutenir et motiver ceux qui excellent mais aussi ceux qui peinent.
- *Le suivi* des élèves à risques (à partir des informations sur l'assiduité, les performances et la participation aux activités de l'école) doit être associé à des interventions visant à améliorer les résultats et à prévenir le décrochage.
- *L'enseignement secondaire de deuxième cycle* doit être attrayant non seulement à une élite douée pour les études, offrir des parcours de bonne qualité sans impasses et des liens efficaces avec le monde du travail.
- *Des transitions en douceur* préviennent l'échec scolaire et le décrochage. Du soutien scolaire supplémentaire à la fin du secondaire peut inciter les élèves à rester à l'école.
- *Des filières professionnelles de qualité* sont indispensables. Éliminer un obstacle de niveau scolaire à l'entrée dans l'enseignement secondaire général de second degré et permettre l'accès à l'enseignement supérieur des programmes professionnels, comme l'ont fait la Suède et la Norvège, peuvent relever le statut de la filière professionnelle.

Figure 2.5. Les plus qualifiés profitent le plus de la formation pour adultes

Chances relatives des adultes ayant une formation de niveau supérieur de suivre une formation pour adultes par rapport à ceux qui n'ont qu'un niveau d'études primaire (2003)



Source : Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne, 2003.

Mesure 4 : Offrir une seconde chance

Constats

- Ceux qui connaissent l'échec scolaire peinent souvent à s'en remettre plus tard. Dans tous les pays de l'OCDE, ceux qui ont de faibles qualifications de base ont beaucoup moins de chances de poursuivre leur formation dans leur vie adulte (voir figure 2.9). Il est significatif que cette figure révèle aussi de fortes différences d'un pays à l'autre.
- Dans tous les pays de l'OCDE, nombre d'adultes et de jeunes qui ont décroché du système scolaire sans avoir terminé leur scolarité de base obtiennent des qualifications scolaires grâce aux programmes de la seconde chance. Aux États-Unis, près de 60 % de ceux qui décrochent obtiennent plus tard un diplôme équivalent à un deuxième cycle du secondaire (certificat GED).

Recommandations

- *Une seconde chance est indispensable* pour ceux qui n'ont pas acquis l'instruction et les compétences fondamentales. Il s'agit de programmes assurant l'alphabétisation et l'enseignement primaire et secondaire, de programmes en milieu professionnel et de dispositifs de validation des acquis de l'expérience.

Mesures 5 à 7 : Pratiques conjuguant égalité des chances et inclusion (chapitres 4 et 6)

Mesure 5 : Repérer ceux qui prennent du retard à l'école et leur apporter une aide systématique, et réduire les taux élevés de redoublement

Constats

- Dans certains systèmes scolaires, jusqu'à un quart des élèves redoublent au cours de leur scolarité. Dans d'autres, le redoublement est rare.
- Bien que le redoublement soit souvent apprécié des enseignants, rien ou presque ne montre que les enfants en bénéficient. Le redoublement coûte cher – le coût économique total peut atteindre l'équivalent de 20 000 dollars par élève redoublant une année scolaire – mais les écoles ont peu d'incitations à tenir compte des coûts qu'il engendre. Certains pays, comme le Luxembourg, prennent des mesures pour diminuer sa fréquence.
- La classe est le premier niveau d'intervention pour l'équité. Les données montrent qu'il est possible d'améliorer les résultats scolaires par des méthodes comme l'évaluation formative – processus consistant à donner un feedback sur les résultats aux élèves et à l'enseignant et à adapter et améliorer la pédagogie et l'apprentissage en conséquence, en particulier pour les élèves à risque.
- Les stratégies de type *Reading Recovery* – interventions intensives, de courte durée, sous forme de cours particuliers – peuvent aider les mauvais lecteurs à rattraper leur retard.
- La Finlande recourt à une série hiérarchisée d'interventions formelles et informelles pour aider les élèves qui prennent du retard. Cette méthode semble fructueuse : seulement 1 % des jeunes de 15 ans ont des compétences insuffisantes en lecture pour se débrouiller dans la vie, alors que la moyenne de l'OCDE est de 7 %.

Recommandations

- *Les taux de redoublement élevés dans certains pays doivent être réduits* en modifiant les incitations pour les établissements et en encourageant d'autres démarches.
- *Les interventions en classe* peuvent être très efficaces face au problème de la sous-performance. Parmi les méthodes possibles, nous attirons l'attention sur l'évaluation formative, les stratégies de *Reading Recovery* et le suivi attentif.
- De nombreux pays pourraient utilement s'inspirer de *la fructueuse méthode finlandaise de résolution des difficultés d'apprentissage*, qui repose sur une série d'interventions d'intensité croissante pour ramener ceux qui prennent du retard au niveau de la classe.
- Les professionnels de l'enseignement doivent développer leurs techniques pour aider en classe ceux qui prennent du retard.

Mesure 6 : Renforcer les liens entre l'école et la famille pour aider les parents défavorisés à aider leurs enfants à apprendre

Une relation fonctionnelle entre l'école et la famille est bénéfique pour l'apprentissage des élèves, mais en raison d'un soutien insuffisant à la maison, les enfants de milieux défavorisés ne profitent pas nécessairement de cet avantage.

Constats

- En moyenne, les enfants des pays de l'OCDE passent plus de 20 % de leur temps d'étude total en dehors de l'école – devoirs, cours particuliers ou autres activités.
- Les facteurs propres à la famille, notamment le soutien parental à l'éducation, l'intérêt porté à la scolarité des enfants et les biens culturels (comme les livres) sont associés à de meilleurs résultats scolaires.
- Le travail à la maison peut améliorer les résultats scolaires, mais compter sur les devoirs peut menacer l'équité car certains enfants n'ont pas à la maison le soutien nécessaire pour en recueillir les fruits.
- L'investissement parental – travailler avec les enfants à l'école et participer activement aux activités scolaires – améliore indéniablement les résultats. Toutes choses égales par ailleurs, les écoles qui favorisent la communication avec les parents et leur participation, et les encouragent et les aident à soutenir leurs enfants tendent à avoir de meilleurs résultats.

Recommandations

- Pour soutenir l'apprentissage des élèves défavorisés, *les écoles doivent axer leurs efforts* sur l'amélioration de la communication avec les parents des foyers les plus défavorisés et sur l'aide à l'instauration d'un cadre favorable à l'apprentissage.
- *Les clubs de devoirs après la classe* à l'école peuvent offrir un cadre favorable aux devoirs pour ceux qui ont un soutien insuffisant dans leur famille.

Mesure 7 : Tenir compte de la diversité et permettre l'inclusion réussie des migrants et des minorités dans l'éducation ordinaire

Constats

- Les groupes d'immigrants et les minorités ne connaissent pas tous la même réussite dans l'éducation et dans l'emploi et celle-ci varie aussi très fortement d'un pays à l'autre.
- Les groupes minoritaires ont bien souvent moins de chances que d'autres de fréquenter une structure d'éducation et d'accueil des jeunes enfants et sont plus exposés à une orientation en éducation spécialisée ou dans des filières et des classes moins prestigieuses et à l'abandon prématuré du système scolaire.
- Certaines « minorités visibles » subissent parfois une importante discrimination sur le marché du travail, qui restreint les perspectives d'emploi et réduit l'incitation à se former.

- Dans la plupart des pays, les élèves immigrants de première et de deuxième génération tendent à obtenir de moins bons résultats en mathématiques, en sciences et en lecture que les élèves autochtones, tandis que les élèves de la deuxième génération d'immigration tendent à faire mieux que les élèves de la première. Cette situation s'explique pour bonne part par des facteurs de milieu social, mais pas entièrement.

Recommandations

- *La fréquentation de structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants* bénéficie aux enfants défavorisés et offre un cadre positif d'apprentissage d'une deuxième langue. Des mesures spécifiques peuvent encourager la fréquentation de ces structures par les enfants d'immigrants.
- Lorsque les groupes immigrants ou minoritaires sont *orientés en excès dans des établissements d'enseignement spécialisés*, il faut prêter attention a) au risque de biais culturel du diagnostic et b) à la réalité de l'intérêt d'un enseignement séparé pour les élèves concernés.
- Les enfants immigrants récemment arrivés dans leur pays d'accueil ont souvent besoin d'une *formation linguistique spéciale*, mais les mécanismes de financement et la démarche choisie pour dispenser cette formation ne doivent pas encourager la mise à l'écart de ces enfants par rapport aux classes ordinaires après une période initiale d'un an au maximum.
- Dans les pays où l'immigration a brutalement augmenté en particulier, les enseignants ont besoin de formation professionnelle pour gérer les nouvelles exigences sur des questions telles que l'apprentissage d'une deuxième langue, un programme multiculturel et l'enseignement de la tolérance et contre le racisme.

Mesures 8 à 10 : Ressources permettant l'égalité des chances et l'inclusion (chapitre 5)

Dans de nombreux pays, il est difficile de justifier une augmentation agrégée des budgets éducatifs par son contribution à l'équité, même si elle contribue à la croissance économique. Cela souligne qu'il importe de cibler les dépenses éducatives – à la fois entre les secteurs de l'éducation et entre les régions et établissements – pour qu'elles contribuent à l'équité. Des objectifs chiffrés d'équité fixés au plan national peuvent être utiles.

Mesure 8 : Offrir une solide éducation à tous, en donnant la priorité aux dispositifs pour la petite enfance et à l'instruction de base

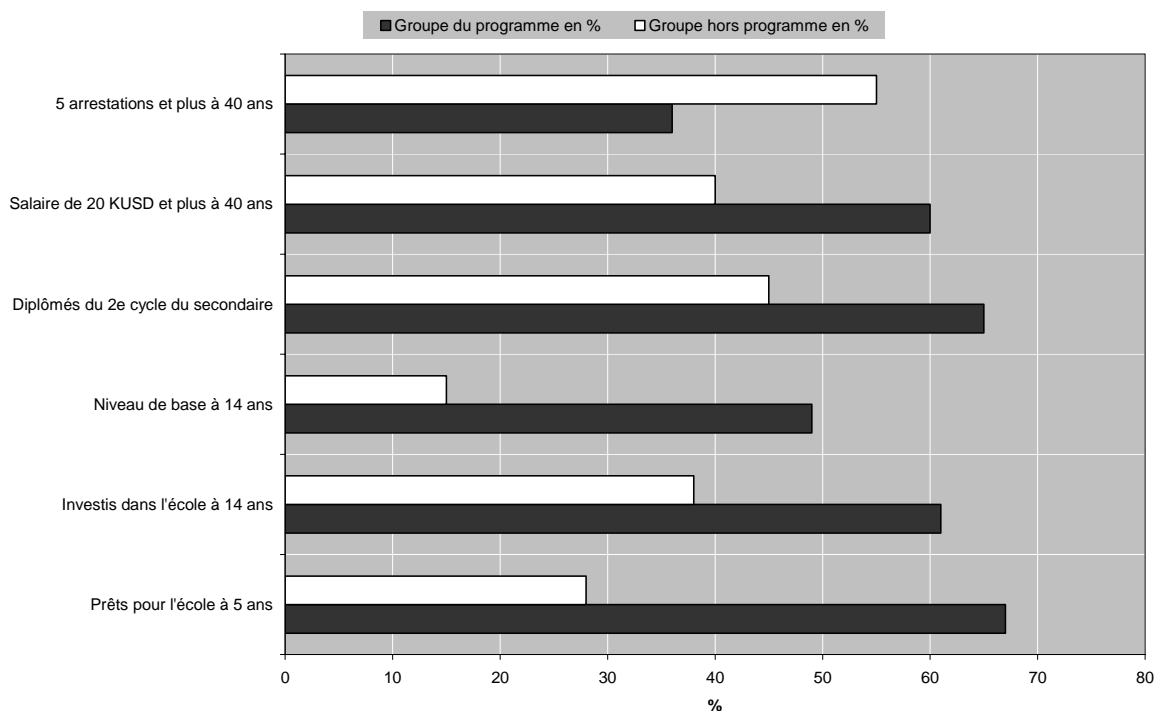
Constats

- L'offre publique d'éducation peut favoriser l'équité lorsqu'elle compense des situations de pauvreté familiale au début de la vie. Elle peut aussi accroître les inégalités lorsqu'elle fournit une ressource commune dont profitent ceux qui sont les mieux préparés pour le faire. Plus précisément :
 - On assiste à une réorientation des dépenses d'éducation entre les secteurs dans de nombreux pays ; dans certains, l'expansion de l'enseignement supérieur pèse lourdement sur les dépenses.

- Un dispositif de qualité à prix abordable pour l'éducation et l'accueil des jeunes enfants est porteur d'importants bénéfices à long terme, en particulier pour les enfants défavorisés.
- Si les pays ont besoin d'un système d'enseignement supérieur de qualité, bien doté en ressources, les budgets publics alloués à l'enseignement supérieur tendent à être régressifs ; les sources de financement privé peuvent être exploitées pour financer ce secteur.
- Le versement d'allocations aux familles pauvres pour les enfants d'âge scolaire peut réduire le décrochage dans le deuxième cycle du secondaire.

Figure 5.3. Petite enfance : forte rentabilité des interventions précoces

L'étude Perry Preschool : impact de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants mesuré sur deux échantillons randomisés



Source : OCDE (2006d), *Petite enfance, grands défis II : Éducation et structures d'accueil*, OCDE, Paris, Figure 5.1.

Recommandations

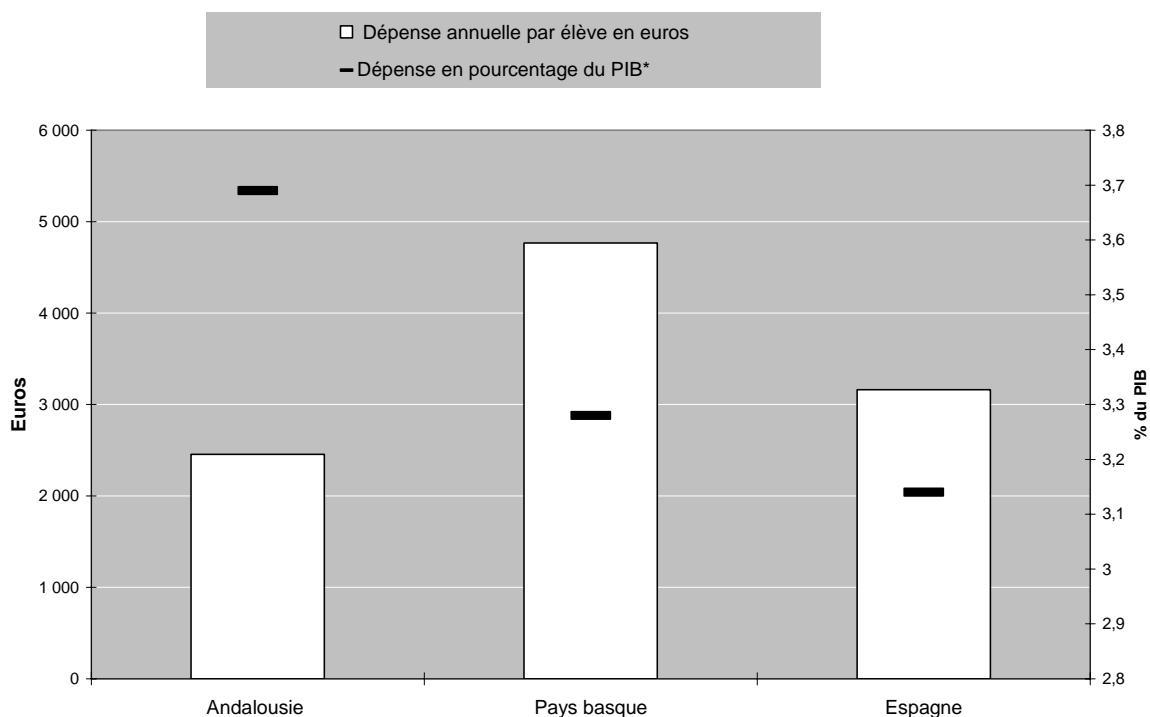
- Étant donné les configurations nationales très diverses des dépenses et de la demande, les priorités en matière d'équité varient nécessairement d'un pays à l'autre, mais en général :
 - De nombreuses données montrent que le *dispositif d'éducation et d'accueil des jeunes enfants*, aux côtés de mesures de politique publique destinées à améliorer les conditions de vie des jeunes enfants, est la première priorité pour l'équité. Si l'accès à ce dispositif

est payant, le coût à la charge des familles doit être modeste, et nul pour celles qui n'ont pas les moyens de payer.

- *L'éducation de base* reste une priorité pour l'équité parce qu'elle couvre l'ensemble d'une cohorte. Dans ce secteur, une attention particulière doit être accordée aux efforts visant à soutenir la performance des élèves en difficulté.
- En cas de contrainte budgétaire, les budgets publics alloués à *l'enseignement supérieur* sont rarement une priorité pour l'équité. Les pays où le dispositif d'éducation et d'accueil des jeunes enfants est payant mais l'enseignement supérieur est gratuit doivent revoir leurs politiques. Des recommandations en ce sens ont été adressées dans le cadre de cet examen à la Norvège et à la Finlande.
- Les pays qui conditionnent *les allocations familiales pour les enfants d'âge scolaire* aux résultats scolaires doivent revoir leurs politiques, car ce type de mesure peut en fait encourager le décrochage.

Écarts régionaux dans les dépenses d'éducation : l'exemple de l'Espagne

Dépenses publiques d'éducation (hors universités) en Espagne et dans les deux communautés autonomes qui dépensent le plus et le moins dans l'éducation



Note : * Andalousie et Pays basque : dépenses en pourcentage du PIB des communautés autonomes.

Sources : Teese, R., S. Field, B. Pont (2005), *Equity in Education Thematic Review: Spain Country Note*, OCDE, Paris; Calero, J. (2005), *Equity in Education Thematic Review: Country Analytical Report – Spain*.

Mesure 9 : Orienter les ressources vers les élèves qui en ont le plus besoin afin que les communautés les plus pauvres aient au moins une offre équivalente à celles qui ont plus de moyens et qu'un soutien soit apporté aux établissements en difficulté.

Constats

- L'autonomie régionale en matière de dépenses peut engendrer des disparités de l'offre, à moins d'être compensée par des mécanismes de péréquation.
- De nombreux pays ont des régimes spéciaux pour orienter des ressources supplémentaires vers des établissements ou des secteurs scolaires desservant des enfants défavorisés. Ces dispositifs doivent garantir que le supplément de ressources servira à aider ceux qui en ont le plus besoin et éviter de cataloguer certains établissements comme défavorisés, ce qui peut décourager les élèves, les enseignants et les parents.

Recommandations

- Les pays doivent se doter de mécanismes adaptés pour *redistribuer les ressources et minimiser les inégalités régionales* de l'offre, afin d'atteindre partout un niveau minimal.
- *Les ressources supplémentaires* doivent être canalisées par les établissements pour aider les élèves défavorisés. Cela devrait aider à surmonter l'effet de handicap du milieu social, régler le problème des mauvais résultats sans les récompenser et dissuader les écoles d'opérer une « anti-sélection » des élèves issus de milieux défavorisés. Le stigma qui résulte de l'étiquetage d'un établissement « pour élèves défavorisés » doit être évité.

Mesure 10 : Fixer des objectifs chiffrés et concrets pour davantage d'équité – en particulier en matière d'échec scolaire et de décrochage

Constats

- Les objectifs chiffrés peuvent être un levier d'action utile pour l'équité car ils permettent de formuler la politique du point de vue de ce qu'il faut réaliser plutôt que de processus ou de lois. Plusieurs pays ont adopté des objectifs chiffrés d'équité en matière d'éducation.
- Les comparaisons internationales avec les pays qui ont les meilleurs résultats laissent à penser que certains pays pourraient sensiblement réduire le nombre d'élèves qui décrochent et qui n'acquièrent pas les compétences fondamentales.
- L'évaluation nationale des compétences de base des élèves est un outil fondamental pour mesurer la performance individuelle et celle de composantes du système éducatif. Cependant, les mesures données par les évaluations ont leurs limites et les résultats des établissements dépendent de leur qualité, mais aussi de leur public d'élèves.
- De nombreux pays jugent souhaitable ou politiquement ou légalement inévitable de publier les résultats des établissements. Une minorité de pays effectuent des évaluations mais s'efforcent d'éviter leur publication. Certains pays appliquent des mesures de valeur ajoutée qui tiennent compte de la composition sociale de la population d'élèves des établissements.

Recommandations

- Les pays devraient envisager d'adopter un petit nombre *d'objectifs chiffrés pour l'équité*, en particulier en ce qui concerne le nombre des jeunes qui quittent l'école avec des compétences de base insuffisantes et le nombre de décrochages précoces.
- Les systèmes éducatifs doivent soigneusement penser à la manière de gérer le débat qui suit la publication des résultats des évaluations et apporter un *soutien énergique aux établissements peu performants* – en se servant des données pour hisser tous les établissements à un niveau au lieu de laisser la pression des classements accentuer les polarités.